lieux où elles sont établies, sommes d'avis qu'elles soient légalement autorisées ; supplions Sa Majesté de revêtir et confirmer de sa sanction royale une Institution aussi utile et aussi recommandable.

Donné à Lyon, le 18 juillet 1825. † J. P. Gaston, archevêque d'Amasie
adm. de Lyon
par Mgr Allibert, ch. sec.

DOC. XV

DE LA FONDATION ET DES VICISSITUDES de la maison dans la ville du Puy, 1825-1835.

– *Extraits des documents indiqués ci-dessous.*

Avec la fondation de la maison du Puy en 1825, prolongement et évolution de celle de Monistrol, nous arrivons au point de développement le plus grand de la Congrégation durant la vie de la Fondatrice. À partir de ce moment, la Congrégation organisée et approuvée canoniquement en diocèses, ceux de Lyon et du Puy, commence une période marquée par trois caractéristiques :

1° un développement prospère de l'oeuvre et un gouvernement serein de la Servante de Dieu;

2° l'existence de causes plus ou moins cachées qui contrariaient ce progrès ;

3° une série de contradictions et de tribulations en face desquelles Mère Saint-Ignace affirme sa force de caractère et sa confiance en Dieu jusqu'à sa mort.

Le diocèse du Puy-en-Velay est rétabli le 6 octobre 1822 ; son premier évêque, Mgr Louis-Jacques de Bonald est consacré le 27 avril de l'année suivante. Il était le fils du vicomte Louis de Bonald, écrivain et philosophe français, défenseur de la religion et de la monarchie traditionnelle qui, fidèle à ses principes, renonça en 1830 à la dignité de pair de France et se retira dans la vie privée. Le nouvel évêque était né à Millau (Aveyron) le 30 octobre 1787. Au cours de ses premières années de sacerdoce, il fit partie de la Chapelle impériale et accompagna le cardinal Fesch dans diverses missions. Le 4 décembre 1839, il fut nommé archevêque de Lyon, où il arriva le premier juillet 1840 ; en 1841, il fut créé cardinal. Sous le règne de Louis-Philippe, il ne cesse pas de combattre pour la liberté de l'enseignement ; en 1848, il prit la défense des principes de la liberté religieuse et civile. Il adhéra à l'Empire et, nommé sénateur, il se déclara favorable au pouvoir temporel du Pape, qu'il soutint par l'institution de l'obole de Saint-Pierre. Il mourut à Lyon le 25 février 1870

(cf. *Dict. d'hist. et géogr.*, t. IX, Paris 1937, col. 727-729).

Le diocèse du Puy, vacant depuis 1793 et administré par l'évêque de St-Flour à partir de 1820, avait enfin son évêque qui commença aussitôt sa visite pastorale. Le 20 août 1823, il fut solennellement reçu à Monistrol (cf. *Délibérations du Conseil municipal*, Arch. de Mairie, Monistrol). Il fut agréablement surpris de trouver florissants les instituts établis par le Père Coindre (cf. Doc. X, *intr.*, p. 245 et XXVII, p. 581). Peu après cette visite, Mgr de Bonald proposa à la Servante de Dieu de transférer sa communauté de Monistrol au Puy ; cette proposition fut acceptée. La maison de Monistrol, qui n'avait duré que trois ans, avait eu cependant une part importante dans la vie de la Servante de Dieu et de sa Congrégation.

Le 19 février 1825, le Père Coindre prit en location, de la veuve Lafont au Puy, une partie de l'ex-couvent des Jacobins, près de l'église St-Laurent (cf. Bail à loyer dans le dossier *Le Puy aux A. G. Rome*), propriété qui, en 1826, fut acquise et intégrée par la Servante de Dieu.

L'année scolaire à peine achevée, la communauté se transféra au Puy en août 1825 ; le 7 du même mois, du Puy, le Père Coindre écrit qu'on lui envoie sa correspondance à l'adresse des Dames du Sacré-Coeur à St-Laurent au Puy ; le 26, nous trouvons l'annotation suivante dans les comptes de la Servante de Dieu : Pour la voiture du Puy, 36 F.

La maison de St-Laurent, qui existe encore, accueillit la communauté et les pensionnaires pendant huit ans ; le 13 octobre, avec l'autorisation de Mgr de Bonald, la première prise d'habit présidée par le Père Coindre eut lieu en notre chapelle de la Sainte Vierge du Puy ». (cf. *infra*, 1). Mais cette demeure devint rapidement trop petite et il était impossible de l'agrandir. Le 22 août 1833, on en acheta une plus vaste à l'extrémité opposée de la ville ; on y éleva un grand bâtiment qui existe encore de nos jours. Les immeubles de St-Laurent furent vendus à Mgr de Bonald le 17 mars 1834 ; ils sont encore actuellement propriété de l'évêché (cf. Acte privé n° 352, dans le dossier *Le Puy aux A. G. Rome*).

La prospérité de l'œuvre de la Servante de Dieu, au Puy, qui donne une notoriété bien méritée à ses méthodes pédagogiques et d'où sortirent des vocations nombreuses et excellentes, était le fruit de beaucoup d'abnégation et de souffrances.

Signalons ici trois événements qui affligèrent profondément la Servante de Dieu : a) la sortie de la Congrégation de la première supérieure du Puy, Mère Saint-Pierre, qui avait été sa compagne de profession (cf. Doc. XI, p. 251; XII, p. 255, et *infra*, 4 et 5) ; b) le projet d'unir la Congrégation de la Servante de Dieu avec celle du Sacré-Coeur, fondée par sainte Madeleine-Sophie Barat (cf. *infra*, Doc. XVI, C, 6, p. 318-320 et XXVII, *Histoire*, p. 615-616) ; c) la mort de Mère Saint-Borgia, victime d'un malheureux accident au Puy ; elle avait succédé à Mère Saint-Pierre (cf. Doc. XXVII, p. 613-614).

Toutes ces peines et ces difficultés ne ralentirent pas le cheminement de l'œuvre qui demeura florissante jusqu'à la suppression des communautés religieuses en France, en 1903 (*infra*, 6). La ville du Puy se souvient encore de l'œuvre accomplie par la Servante de Dieu et sa Congrégation. Mais le couvent, quoique laïcisé, est toujours connu sous le nom de Sacré-Cœur.

1

Procès-verbal de la cérémonie de prise d'habit célébrée au Puy, le 13 octobre 1825. – De l'original conservé aux A. G. Rome, Registre I.

En février 1823, la Congrégation fondée par la Servante de Dieu, finalement approuvée par les autorités ecclésiastiques, célèbre à Monistrol les premières cérémonies de prise d'habit et de profession (Doc. XI et XII). À partir du mois de mars 1824, lorsque le diocèse de Lyon eut son administrateur apostolique, ces cérémonies eurent lieu à la chapelle de Fourvière. Mais, simultanément, se déroulèrent à Monistrol les prises d'habit des candidates qui y avaient commencé leur noviciat. Le noviciat de Monistrol avait été transféré au Puy lorsque la Communauté s'y installa, et les prises d'habit se firent au Puy du 13 octobre 1825 au 13 novembre 1827.

Nous reproduisons le procès-verbal de la première cérémonie de prise d'habit, au Puy, célébrée par le Père Coindre ; Mère Saint-Pierre, supérieure, signa le document.

L'an mil huit cent vingt-cinq et le treize octobre, nous, soussignées, supérieures des Dames et Soeurs des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie capitulairement assemblées, après avoir éprouvé et examiné selon les Règles de la Congrégation, M^{lle} Marie-Magdeleine-Mélanie Moreau, native de Chomélix, fille légitime de Jacques-Louis Moreau et de Marie-Madeleine Le Merle, l'avons admise à la réception de notre saint habit avec l'autorisation de notre Père supérieur, autorisé lui-même par Mgr de Bonald, évêque du Puy ; à cet effet, lequel habit lui a été donné pour être Soeur de la première classe avec le nom de Soeur Marie-Thérèse, en notre chapelle de la Sainte Vierge au Puy, en présence des témoins soussignés :

Coindre, sup.
Mélanie Moreau

Moreau
Lemerle

Lemerle
Mère Saint-Pierre, sup.

2

Procès-verbal de la cérémonie de prise d'habit célébrée au Puy par Mgr de Bonald, le 12 mars 1827. – Ibid.

Sur huit cérémonies de prise d'habit qui ont eu lieu au Puy, Mgr de Bonald en présida trois : les 5 août 1826, 12 mars 1827 et 21 avril 1827. Nous reproduisons le procès-verbal de la cérémonie du 12 mars qui porte les signatures de l'évêque, de ses vicaires généraux et de la nouvelle supérieure, Mère Saint-Gonzague.

L'an mil huit cent vingt-sept et le 12 mars, nous, soussignées, supérieures des Dames et Sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie capitulairement assemblées, après avoir éprouvé et examiné selon les Règles de la Congrégation M^{lle} Euphrasie Vérot, fille légitime de Pierre-Marcelin Vérot et de Marie- Magdeleine Marcet, et native du Puy, l'avons admise à la réception de notre saint habit avec l'autorisation de Mgr de Bonald, évêque du Puy. À cet effet, le saint habit lui a été donné par ledit évêque avec le nom de Soeur Sainte-Clotilde.

Fait en notre chapelle de la Sainte Vierge au Puy, en présence des témoins soussignés :

L. J. Maurice, évêque du Puy	Issartel, v.g. Doure, v. g.
Marcelin-Pierre Vérot	Marie-Gonzague, sup.
Marie-Clotilde, née Euphrasie Vérot, novice	Marie-Magdeleine Marcet

3

Procès-verbal de la cérémonie de vêtue célébrée au Puy par Mgr de Bonald, avec l'assistance de la Servante de Dieu, le 21 avril 1827. – Ibid.

Un peu plus d'un mois après la cérémonie antérieure, une autre novice du Puy reçut l'habit de la Congrégation des mains de Mgr de Bonald. La Servante de Dieu assistait à la cérémonie.

Notons, comme preuve du développement de cette maison, que les dix premières novices qui y prirent l'habit étaient toutes de cette ville ou des environs, à l'exception de Sœur Saint-Alexis d'origine russe, née à Saint-Petersbourg ; elle participa à la seconde cérémonie.

Le texte du procès-verbal a été transcrit *infra*, Doc. XXI, 2, a, p. 437.

Rapport du Conseil général de la Congrégation concernant le départ de Mère Saint-Pierre, le 18 août 1826. – De l'original conservé aux A. G. Rome, Registre III.

Mère Saint-Pierre, supérieure à Monistrol depuis 1823, occupait le même poste quand elle fut transférée au Puy en 1825. Nous ne connaissons pas les motifs qui ont pu l'induire à quitter la Congrégation l'année suivante, ce qui entraîna la sortie du noviciat de sa nièce, Claire Prat. Toutefois, quelques indications tirées des registres et des livres de comptes nous permettent d'établir que la Mère Saint-Pierre fut rappelée à Lyon le 26 avril 1826 ; le 3 mai, sa nièce quitte le noviciat et, le 14 août, la Mère Saint-Pierre, profitant d'une absence de la Servante de Dieu, se fait relever de ses vœux. On peut supposer que son appel à Lyon avait pour motif quelque désobéissance ou déficience dans son administration et que Mère Saint-Pierre n'ait pu supporter le reproche qui lui avait été fait.

La Servante de Dieu réunit son Conseil le 18 août 1826, quatre jours après le départ de Mère Saint-Pierre, afin de rendre compte de la conduite de cette dernière et de prendre les dispositions nécessaires pour la circonstance. On décida de ne jamais plus l'autoriser à rentrer dans la Congrégation, étant donné la façon dont elle s'était comportée pour en sortir.

Séance du 18 août 1826

Le Conseil a été présidé par notre révérende Mère Saint-Ignace, Supérieure générale.

On a imploré les lumières du Saint-Esprit.

Ayant été instruites des démarches qu'avait faites Marie Saint-Pierre pour être relevée de ses vœux et pour sortir de la Communauté en l'absence de notre révérende Mère, sans avoir voulu écouter aucune représentation, nous avons jugé que, par là, elle s'était fermée pour jamais l'entrée dans la Congrégation, quelles que soient les instances qu'elle pourra être dans le cas de faire pour solliciter sa rentrée dans la Communauté.

Déclaration signée par Marie-Antoinette Bedor, veuve Dioque (Mère Saint-Pierre), où elle promet de mettre fin à sa réclamation, le 22 janvier 1828. – De l’original conservé aux A. G. Rome.

Avant d’entrer dans la Communauté en 1822, Marie-Antoinette Bedor, veuve Dioque, avait cédé ses biens à la Congrégation, représentée par Claudine Thévenet et Catherine Laporte, en échange d’une rente viagère de 400 francs en faveur de sa soeur Claire, épouse Bodard, et une autre, dans les mêmes conditions, en faveur de sa nièce, Claire Prat, âgée de seize ans, pensionnaire à Fourvière (cf. *Quittance de M^{me} Bedor* dans le dossier Fourvière II aux A. G. Rome). Les deux rentes devaient commencer à être versées à la mort de la veuve Dioque et durer jusqu’à celle des deux bénéficiaires. Claire Prat, entrée au noviciat de Fourvière, se rendit à Monistrol avec le premier groupe pour recevoir l’habit religieux et le nom de Sœur Saint-Jean, le lendemain de la profession de la Servante de Dieu et de sa tante Mère Saint-Pierre.

Après la sortie de Claire de la Communauté, la veuve Dioque, Mère Saint-Pierre, fit quelques réclamations non conformes à la convention de 1822 ; elle s’adressa à l’archevêque où, le 3 décembre, M. Cattet a fait valoir les moyens de défense allégués par M^{me} Thévenet qui, malgré tout, conclut des accords pour payer à M^{me} Dioque 7000 francs, comme le prouve le présent document. En outre, dans les livres de comptes, on lit que la Servante de Dieu paya également une rente à la sœur et à la nièce, du 2 avril 1825 au 20 septembre 1828.

La date du document nous révèle que ces discussions désagréables, auxquelles la présente déclaration fait allusion, prennent fin à ce moment ; elles avaient duré pendant deux ans et la veuve Dioque n’en avait pas évité la publicité.

Claire Prat, qui est mentionnée dans ce document, fille de Jean-Simon et de Louise Bedor, née à Lyon le 17 février 1806, entra dans la Congrégation le 12 mai 1822 : elle y prit l’habit religieux le 26 février 1823 et en sortit encore novice le 3 mai 1826.

Je, soussignée, Marie-Antoinette Bedor, veuve de M. Jacques Dioque, rentière, demeurant à Lyon, rue Videbourse, quartier St-Irénée, reconnais avoir reçu présentement, réellement et comptant, de M^{me} Claudine Thévenet, directrice de la maison d’éducation et de la Providence établies à Lyon, Place de Fourvière, la somme de sept mille francs en numéraire, à laquelle a été aimablement fixé, liquidé et arrêté entre nous le solde ou reliquat de tous les comptes qui ont existé entre moi, M^{me} Thévenet et M^{lle} Laporte, lesquels comptes ont donné lieu à des

débats et discussions terminés par l'intermédiaire des MM. les supérieurs ecclésiastiques, de laquelle somme de sept mille francs je passe quittance pleine et entière à M^{me} Thévenet.

Au moyen de cette même somme de sept mille francs, je libère entièrement et intégralement M^{me} Thévenet et M^{lle} Laporte du prix de la vente que je leur ai passé d'une partie de mon mobilier sous la rente viagère de quatre cents francs par année sur la tête de D^{lle} Claire Prat, ma nièce. Je veux et consens que cette rente soit dès à présent éteinte et amortie purement et simplement, pour toujours, sans pouvoir être jamais exigée ni par moi ni par la D^{lle} Prat, ma nièce. Cette rente est dès à présent considérée comme nulle et comme n'ayant jamais existé ; cependant, les arrérages qui ont été payés ne seront pas restituables, les quittances ne produiront aucun effet, elles sont anéanties.

Je renonce à toutes réclamations quelconques contre M^{me} Thévenet, M^{lle} Laporte et contre tous les autres relativement aux affaires d'intérêt qui ont existé entre nous soit à Lyon, soit au Puy ; je ne reviendrai pas sur le paiement de six mille francs que M^{me} Thévenet a reçus de M. Casati, notaire à Lyon, des deniers qui m'appartenaient. Ma décharge à M. Casati est confirmée et je n'ai aucun compte à en demander à M^{me} Thévenet ; cette somme est également entrée dans nos comptes et dans nos débats.

Je réserve expressément au profit de ma sœur, veuve Bodard, le bénéfice de la rente viagère de quatre cents francs par année que lesdites D^{mes} Thévenet et Laporte ont créée à son profit, dans la convention où j'ai été partie ; je consens que ma sœur prenne, hors ma présence, avec les D^{mes} Thévenet et Laporte, tels arrangements qu'elle voudra, que la convention existante soit supprimée et remplacée par une autre sans que mon nom paraisse ; je veux être étrangère à cette rente et à tout ce qui sera fait dans la suite.

Mes présentes quittances, déclarations et renonciations sont encore faites à la charge, par M^{me} Thévenet, de ne pouvoir rien réputer contre moi à quelque titre que ce soit, en sorte que nous soyons respectivement quittes et libérées de toutes choses jusqu'à ce jour. Je garderai comme ma propriété les objets mobiliers qu'elle m'a rendus ; de son côté, elle conservera en toute propriété ceux qu'elle a encore à moi.

Fait à Lyon le vingt-deux janvier, mil huit cent vingt-huit. J'ai lu et j'approuve la présente quittance de sept mille francs pour solde de tout compte.

Veuve Dioque, née Bedor

6

Statistique du 1^{er} octobre 1832 concernant la maison du Puy. – D'après l'original conservé aux Archives nationales de Paris, F¹⁹, 6307.

Les détails que donne cette statistique sont identiques à ceux d'une autre, datée du premier décembre 1831, dans les Archives départementales du Puy. La première colonne indique, sans doute, que la Congrégation possédait quatre établissements au Puy, l'édifice principal étant compris dans ce nombre. Le nombre des élèves demeure stationnaire à cause de la capacité limitée de la maison. C'est pour cette raison qu'on fait l'acquisition d'une propriété d'environ 17 000 m² avec deux immeubles dans le quartier St-Jean, où la Communauté s'établit peu de temps après. On y construit un vaste édifice ainsi qu'une grande chapelle de style néogothique.

Dès ses débuts, la maison du Puy donne à la Congrégation de Jésus-Marie de solides vocations et jouit d'une bonne renommée. Ceci nous est également prouvé, entre autres, par une information confidentielle du préfet du département de la Haute-Loire au ministre des Cultes en 1853 ; on y lit, pour ce qui concerne la supérieure, Mère Saint-Cyprien : « Femme très bien élevée et très spirituelle. Pensionnat, externat nombreux, sans observations politiques » (Arch. départementales du Puy, 8, V, 1).

Mère Saint-Cyprien (Rosine Eynac), fille de Jean-Pierre Eynac et de Madeleine Bonnet, naît à Coulon (Haute-Loire) le 19 juin 1815 ; elle entre dans la Congrégation le 19 juin 1832 et fait profession le 18 juin 1835. Elle fit partie de la première expédition de 1855 qui fonda une maison au Canada, où elle mourut le 9 décembre 1868.

Quelques années plus tard, en 1880, quand on projette de supprimer les communautés religieuses en France, le Gouvernement demande, aux préfets des départements, des renseignements confidentiels sur la situation des maisons religieuses et sur la probable réaction du public. En général, les préfets montrent de l'hostilité et peu de sympathie envers les religieux. Au sujet de la Communauté de Jésus-Marie, le préfet du Puy écrit : « Les Sœurs de Jésus-Marie élèvent les jeunes filles de la bourgeoisie du Puy qui, au nombre de 80 environ, verront leurs études brusquement interrompues le 29 juin ; la bourgeoisie de la ville, dans sa partie même libérale, confie ses enfants à cette Congrégation, et il ressort de cette considération que la fermeture sans transition de l'établissement jettera un certain trouble et quelque mécontentement dans les familles intéressées, et dont l'opinion est acquise aux institutions établies. L'application des décrets ne rencontrera pas, d'ailleurs, la moindre résistance » (cf. Arch. nationales, Paris, F¹⁹, 6256).

Département de la Haute-Loire

Lieu de son établissement	Noms des Communautés	Hosp.	Ens.	Com. indép. d'une S. g.	Chef-lieu	Nombre de		Nbre d'élèves
						Prof.	Conv.	
Le Puy 4	1 1 1 1		Oui	dépendante	Lyon	8	9	46

1^{er} octobre 1832.

DOC. XVI

DU GOUVERNEMENT DE LA CONGRÉGATION, DE L'ÉLECTION DE LA SERVANTE DE DIEU JUSQU'EN 1836. – *Extrait des documents indiqués ci-dessous.*

Nous regroupons sous ce titre, un peu générique et indéterminé, quelques-uns des principaux événements desquels la Servante de Dieu a dû intervenir comme supérieure générale de la Congrégation au cours de cette période. Nous présentons, avant tout, les lignes directives de son mode de gouvernement telles qu'elles ressortent des documents officiels que nous étudierons avec quelque développement, et que nous accompagnerons d'une expertise calligraphique. En second lieu, nous exposerons les relations de la Fondatrice avec le vicaire général et le supérieur ecclésiastique de la Congrégation, Simon Cattet. Enfin, nous rappellerons quelques détails épars et fragmentaires qui nous révéleront la participation active et personnelle de la Servante de Dieu à la vie de la Congrégation.

A)

ACTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL DE LA CONGRÉGATION. – Des Registres originaux conservés aux *A. G. Rome.*

L'approbation de l'administrateur apostolique du diocèse de Lyon, en 1825, (Doc. XIV, 2), obtenue presque en même temps que le transfert de la communauté de Monistrol au Puy (Doc. XVI), ouvre une nouvelle période dans la vie de la Servante de Dieu et le développement de sa Congrégation ; son œuvre apparaît affermie et définitivement organisée. À partir de ce moment, la maison de Fourvière devint la vraie Maison mère où réside le Conseil général. La Supérieure générale y demeure habituellement ; elle continue à veiller avec sollicitude sur les deux œuvres lyonnaises, la *Providence* et le pensionnat, et elle gou-